

l'ECO

de la semaine

11 au 17 Octobre 2025



SOMMAIRE

Tourisme - La destination Nosy Be résiste à la crise.....	2
Douane - Saisie d'un conteneur de cigarettes contrefaites	2
Transport aérien - Plusieurs vols suspendus	3
Marché de monopsonie : Plus de 10 milliards d'ariary pour les paysans producteurs d'orge	4
Barefoot College Madagascar : 117 femmes formées pour être des techniciennes solaires.....	4
Secteur extractif : L'importance de la stabilité soutenue par QMM	4
Sommet « Blue Africa » : Madagascar parmi les pays participants au Maroc.....	5
Commerce : Expansion des ventes en ligne	5
Octroi de crédits – Une prévision de financements davantage destinés aux zones franches industrielles au troisième trimestre de 2025.....	6
Crédit aux entreprises - Les banques tirent la sonnette d'alarme sur la TVA de 20 %.....	6
Approvisionnement en PPN : Flux régionaux stables, malgré la tension nationale	7
New Economy Forum : Madagascar présentera son expérience.....	7
Syndicat autonome des Inspecteurs du travail : « Il est temps de restaurer la dignité de l'emploi à Madagascar »	8
Filohan'ny Bad : 105 miliars dolara hamoronana asa ho an'ny tanora	8
Trade expo 2025 - Indonésie - Les industriels cherchent des alliés malgré la crise	9
Madagascar Airlines - Thierry de Bailleul démissionne	9
Jakarta - La qualité en étandard de l'artisanat	10
SADC : une mission d'établissement des faits attendue à Antananarivo	10
Dernière minute - L'Union africaine suspend Madagascar.....	10
Madagascar et Indonésie - Discussion sur de nouvelles pistes commerciales	11
ZLECAF : 300 millions d'euros de DHL pour doper les échanges	11
Extension du port de Toamasina: avancement de 72 % des travaux.....	12
Monnaie: l'ariary poursuit sa dépréciation face aux principales devises	12

Tourisme - La destination Nosy Be résiste à la crise

IRINA TSIMIJALY | 11 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Malgré un contexte national tendu et les répercussions des événements du 25 septembre, Nosy Be continue d'affirmer son statut de locomotive du tourisme malgache.

Malgré les tensions qu'a connues Madagascar à la suite des événements du 25 septembre, la destination Nosy Be maintient sa position de moteur du tourisme national. La présidente du Conseil d'administration de l'Office régional du tourisme de Nosy Be (ORTNB), Elisabetta Gravellino, reconnaît avoir observé « quelques annulations dans les petites et moyennes structures, essentiellement parmi la clientèle francophone », mais précise qu'« aucune modification notable du flux touristique » n'a été enregistrée. L'île, largement épargnée par les débordements, conserve sa stabilité et son attractivité. Cette résilience s'explique par la solidité de ses marchés prioritaires, notamment l'Italie, partenaire historique et première source de visiteurs étrangers. Présente récemment à la 61e édition du Salon international du tourisme de Rimini, l'équipe de l'ORTNB a consolidé ses liens avec les compagnies NEOS et Ethiopian Airlines, qui assurent des liaisons directes vers Madagascar.

« Nous concentrons nos efforts sur les marchés connectés par voie aérienne directe afin d'assurer une promotion efficace et ciblée », souligne la présidente.

Dans un contexte mondial marqué par la recherche d'expériences authentiques et responsables, Nosy Be bénéficie également des nouvelles tendances du secteur : séjours personnalisés, voyages en petits groupes et développement du concept de workation, combinant télétravail et détente en bord de mer.

En pleine ascension

Au-delà de la conjoncture, Nosy Be s'impose comme une destination à l'identité affirmée. « Nosy Be ne doit pas être comparée à d'autres îles comme Maurice ou Zanzibar. Elle possède une personnalité propre, fondée sur l'équilibre entre nature, culture, hospitalité et durabilité », insiste Elisabetta Gravellino.

Cette singularité s'accompagne d'une croissance soutenue. Entre janvier et septembre 2025, l'île a enregistré une hausse de 24 % des arrivées de passagers, soit près de cent mille visiteurs en neuf mois. Les retombées économiques sont significatives : le retour sur investissement des salons internationaux atteint un ratio moyen de 4,3 pour 1, preuve de l'efficacité de la stratégie de promotion combinant digitalisation et participation aux grands événements du secteur.

Des défis subsistent toutefois. L'augmentation des capacités aéroportuaires et la modernisation des infrastructures figurent parmi les priorités pour accompagner cette expansion. Mais la confiance reste intacte : Nosy Be demeure une destination sûre, accueillante et dynamique. « C'est une terre d'émotions et de rencontres, un havre de paix qui continue d'attirer malgré les crises », conclut la présidente de l'ORTNB.

Douane - Saisie d'un conteneur de cigarettes contrefaites

IRINA TSIMIJALY | 11 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

A Mahajanga, un conteneur renfermant 57 600 cartouches de cigarettes contrefaites a été saisi, puis détruit par les douanes.

Les autorités douanières ont intercepté un conteneur de 40 pieds contenant des cigarettes contrefaites découvertes à Mahajanga. Selon la direction générale des Douanes, l'opération a permis de mettre la main sur 57 600 cartouches, soit 1 152 cartons, dont 94 étaient dissimulés sous des serviettes de table.

« Il s'agit de contrefaçons fabriquées à l'étranger dans des conditions inconnues, qui étaient sur le point d'être mises sur le marché malgache », a expliqué Lainkana Zafivanona, directeur général des Douanes, lors d'un point de presse tenu hier à Antananarivo.

La destruction des cigarettes, ordonnée par le procureur, ne se fera pas par incinération afin d'éviter tout risque de fumée passive à Mahajanga. « Les produits seront compactés puis éliminés dans un lieu sécurisé, de manière à ce qu'il soit impossible de les récupérer », a précisé le directeur général.

Cette opération a été rendue possible grâce à la coopération des Douanes françaises et, ponctuellement,

britanniques, qui ont permis de repérer et d'isoler la marchandise lors d'un transbordement.



Risque de perte fiscale

Le président d'Imperial Brands à Madagascar, Francis Rabarijhon, a souligné la gravité de cette découverte : « Ce qui s'est passé est très grave, car il s'agit de produits

contrefaçons. La marque est protégée, et ces contrefaçons causent des pertes fiscales et économiques importantes pour l'État et pour les entreprises légitimes. »

Des échantillons ont été envoyés au siège d'Imperial Brands à Londres pour analyse. « Il s'agit bien de copies, avec seulement de légères différences », a-t-il ajouté. Un projet de marquage digital (QR code) est également en cours pour renforcer la lutte contre le commerce illicite, conformément aux conventions internationales.

Outre les risques sanitaires, Lainkana Zafivanona a rappelé que « la diffusion de ces produits représente une perte fiscale importante ».

La valeur du conteneur est estimée à près de 4 milliards d'ariary, tandis que les droits et taxes dus auraient avoisiné 2 milliards d'ariary.

La fiscalité sur le tabac à Madagascar combine un droit ad valorem (impôt ou taxe calculé en pourcentage de la valeur d'un produit) de 325 % et un droit spécifique de 1 390 ariary par paquet de 20 cigarettes, ce qui place le pays parmi les plus fortement taxés au monde.

La saisie et la destruction interviennent alors que l'enquête visant à identifier les responsables se poursuit.

Selon le directeur général des Douanes, « la sanction financière dépasse 9 milliards d'ariary, assortie de peines d'emprisonnement, car la contrefaçon constitue un délit ». Francis Rabarijhon a, pour sa part, insisté sur la nécessité de renforcer la coopération régionale : « Le contrôle et la collaboration dans l'océan Indien sont essentiels. Sans cela, les produits contrefaçons se répandraient rapidement, au détriment de la santé publique et de l'économie légale. »

Transport aérien - Plusieurs vols suspendus

IRINA TSIMIJALY | 13 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Vols annulés, horaires modifiés : Madagascar connaît une nouvelle vague de perturbations aériennes depuis samedi. Les passagers sont invités à vérifier l'état de leur vol avant de se rendre à l'aéroport.

Depuis la crise survenue le 25 septembre à Madagascar, le trafic aérien international et national a été ponctuellement perturbé. Les vols internationaux ont été affectés pendant quatre jours, avant que la situation ne revienne plus ou moins à la normale.



Cependant, ce samedi, une nouvelle alerte a été déclenchée à la suite d'une annonce du Capsat concernant la fermeture temporaire de l'aéroport, provoquant à nouveau annulations et modifications de vols.

Face à ces perturbations, plusieurs compagnies aériennes ont ajusté leurs opérations. Air France a suspendu ses vols entre Paris-Charles de Gaulle et Antananarivo du 11 au 13 octobre 2025, « en raison de la situation sécuritaire sur place ». La compagnie précise que « la reprise des vols restera soumise à une évaluation quotidienne de la situation » et assure que les passagers concernés seront informés et pourront bénéficier de solutions de reprogrammation ou de remboursement. Par ailleurs, Ethiopian Airlines et Air Austral ont reporté leurs vols prévus le 11

octobre vers Madagascar, en raison de l'instabilité dans la capitale.

Réactions

Malgré cette instabilité, Madagascar Airlines poursuit ses opérations sur l'ensemble de son réseau domestique. La compagnie indique que « cinq appareils sont actuellement en service, permettant d'assurer la continuité des vols en dehors des heures de couvre-feu ». Elle précise également : « le programme des vols est régulièrement mis à jour et disponible sur notre site web ».

Pour les voyageurs confrontés à des annulations ou à des retards, plusieurs solutions sont possibles : remboursement intégral ou vol de remplacement pour les annulations, indemnisation et assistance pour les retards importants. Les passagers refusés à l'embarquement pour des raisons médicales peuvent contester la décision.

D'après les informations publiées sur leur site web, il est recommandé de conserver tous les documents de voyage : billets, cartes d'embarquement et correspondances avec la compagnie. Il est également conseillé de souscrire à une assurance voyage couvrant annulation, retard ou perte de bagages. Les réclamations peuvent être déposées directement auprès des compagnies, par écrit ou en ligne via leurs formulaires officiels.

Les droits des passagers incluent un traitement équitable, l'accès à l'information sur les vols et une assistance spécifique pour les personnes à mobilité réduite. Les compagnies aériennes et les ambassades sont également mobilisées pour rassurer les voyageurs et minimiser l'impact de ces perturbations.

Marché de monopsone : Plus de 10 milliards d'ariary pour les paysans producteurs d'orge

ANTSA R. | 13 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Malto, la filiale de STAR, revendique un modèle ancré dans les territoires ruraux, dans le sillage de sa politique de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Au cœur du dispositif figure la culture d'orge de contre-saison sous contrat paysannat, qui garantit un prix d'achat équitable et des revenus complémentaires aux agriculteurs. L'entreprise dit privilégier l'approvisionnement local auprès de plus de 20 000 paysans, malgré une alternative d'importation estimée 20 % moins coûteuse. À la clôture de la campagne 2025, plus de 10 milliards d'ariary ont été versés aux producteurs. STAR y voit une façon de valoriser le savoir-faire paysan tout en sécurisant des intrants

locaux pour la production de boissons « vita malagasy ». Le volet social passe aussi par l'école. Cette année, Malto a rénové des toitures dans 18 établissements répartis entre Ambatofinandrahana, Ambovombe, Camp Robin, Fianarantsoa, Antsirabe, Betafo et Vinaninkarena, soit 2 176 m² au total. Selon l'entreprise, ces travaux offrent à plus de 3 200 enfants des conditions d'apprentissage plus sûres, limitant les effets des intempéries et réduisant les interruptions de cours. STAR affirme reconduire et renforcer ces engagements chaque année, avec l'ambition de conjuguer ancrage local et retombées socio-économiques durables.

Barefoot College Madagascar : 117 femmes formées pour être des techniciennes solaires

FAHRANARISON | 13 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Former pour éclairer. Grâce à Barefoot College Madagascar (BCMada), ces techniciennes deviennent les héroïnes silencieuses d'une révolution énergétique et sociale. Dans un centre de formation niché au cœur des Hautes Terres, 117 femmes malgaches viennent de franchir une étape décisive, pour devenir des techniciennes solaires. «Quand une femme se forme, toute une communauté s'éclaire.» Ce proverbe trouve tout son sens dans des villages éloignés, souvent sans accès à l'électricité ni à une éducation complète.

La formation ne s'est pas limitée à acquérir des compétences techniques : installation de panneaux, câblage, régulateurs, entretien des systèmes des panneaux solaires. Elle a été aussi, pour beaucoup, une porte d'entrée vers un tout nouveau monde, avec un programme d'alphabétisation et d'autonomisation des femmes, par le biais de l'entrepreneuriat et de la gestion d'un micro-projet. «Ce que nous apprenons ici, nous le partageons chez nous. Nous ne sommes pas seulement formées, nous sommes prêtes à former à notre tour.» témoigne une participante avec émotion.

Secteur extractif : L'importance de la stabilité soutenue par QMM

ANTSA R. | 13 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Alors que la jeunesse malgache, portée par la génération Z, exprime la volonté de « changer le système », QIT Madagascar Minerals (QMM) alerte sur les risques de « conséquences irréversibles » en cas de perturbations autour de ses opérations dans la région Anôsy. Dans un communiqué, la filiale de Rio Tinto défend son approche de « mine durable » et détaille les retombées qu'elle revendique au profit des communautés locales. Sur le volet énergétique, QMM affirme fournir à la Jirama le surplus d'électricité produit sur son site de Mandena, couvrant « 100 % des besoins » de la commune urbaine de Fort-Dauphin. Côté eau potable, l'entreprise rappelle avoir cofinancé la station d'apurement de Lanirano, présentée comme la source d'approvisionnement de l'ensemble de la commune. La remise en état de cette infrastructure, indique-t-elle, est en cours dans le cadre de son programme de responsabilité sociétale (RSE).

Incertitudes.

L'industriel met également en avant le port d'Echoala, qu'il a construit et opère. Selon QMM, plus de 70 % du trafic de

l'infrastructure serait dédié à l'utilité publique, facilitant les échanges et l'ouverture de la région. L'entreprise souligne enfin un programme RSE « sur 25 ans », mené de façon « collaborative et participative » avec les acteurs locaux et nationaux. QMM dit ne pas prétendre « tout résoudre » et revendique une constance de ses engagements « malgré un contexte socio-économique complexe ». Elle se dit « ouverte au dialogue » en faveur d'un climat social apaisé. Dans le même temps, la société évoque une conjoncture de marché « défavorable et incertaine », et estime que la stabilité autour de ses opérations est « plus que jamais essentielle ». Ce plaidoyer intervient dans un contexte national de débats sur le modèle de développement et la place des grands projets extractifs. QMM appelle à concilier aspirations de changement et continuité économique locale.

Sommet « Blue Africa » : Madagascar parmi les pays participants au Maroc

ANTSA R. | 14 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Un pacte pour une Afrique bleue durable a été élaboré lors de la 3^e édition du Blue Africa Summit, qui s'est tenue les 9 et 10 octobre derniers à Tanger, au Maroc. Il s'agit d'un grand rendez-vous continental consacré à l'économie bleue. La délégation malgache, conduite par des représentants du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue (MPEB), a contribué aux échanges qui ouvrent la voie à la rédaction d'un « Pacte pour une Afrique bleue durable ». Lors de la séance d'ouverture, Madagascar est intervenu sur le thème « *Une vision commune pour une Afrique bleue durable* », soulignant les enjeux de gouvernance des espaces maritimes, de valorisation

des chaînes de valeur halieutiques et de résilience des communautés côtières. Le deuxième jour, les discussions en panels ont porté sur la gouvernance et les territoires, la finance et l'économie bleue, la science, la recherche et l'éducation, ainsi que le rôle de la société civile. Selon les organisateurs, la rédaction des documents de référence sera achevée avant novembre 2026, pour une présentation officielle lors de la 4^e édition du sommet. L'objectif affiché : aligner les pays africains sur un cadre commun, opérationnel et mesurable, au service d'une croissance maritime durable.

Commerce : Expansion des ventes en ligne

NAVALONA R. | 14 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Les ventes en ligne ont connu un essor sans précédent depuis la crise sanitaire liée à la pandémie de covid à Madagascar.

Cette activité est actuellement en pleine expansion tout en créant de nombreux emplois pour les postes de commerciaux et de livreurs de marchandises, entre autres. Sur les plateformes numériques et les réseaux sociaux, une large gamme de produits sont mis en vente. On peut citer, entre autres, les différents articles pour les bébés et les enfants, les vêtements et accessoires ainsi que les chaussures de différentes marques. Tous les produits cosmétiques naturels et importés y sont également exposés, sans oublier les appareils de téléphonie et électroniques. Plusieurs opérateurs travaillant en ligne ne disposent même pas de boutique physique mais ils préfèrent s'appuyer sur la livraison de leurs marchandises en tissant des partenariats avec les coopératives de transport pour desservir toutes les régions de la Grande île. En revanche, des jeunes utilisant un vélo ou une moto scooter sont mobilisés pour assurer la livraison en ville.

Légumes et plats cuisinés

De nombreux produits et articles d'occasion ont en même temps trouvé leur place sur le marché en ligne. Il s'agit, entre autres, des voitures et des appareils électroménagers, des jouets, des livres et des meubles. Ce n'est pas tout ! Les internautes peuvent également se procurer des grains secs, des légumes et du riz ainsi que des viandes comme les poissons vivants et les cuisses de nymphe préparées, via les réseaux sociaux. Il est même possible de commander des plats cuisinés tant les menus sont variés sur Internet. Les ventes immobilières ou bien les locations de maisons ou villas se multiplient aussi en ligne. Apparemment, tout se vend sur Internet. Des produits de nettoyage ainsi que les colles à base de résine à haute résistance, utilisée comme adhésif structurel général pour combler les défauts de moulage tels que les fissures du trachome dans l'acier, l'aluminium et d'autres pièces moulées, sont actuellement en vogue. Ce sont des

produits importés. Il n'est plus nécessaire de faire une soudure ou d'effectuer des travaux de réparation, selon le promoteur.



Stratégies de vente. Les linges de maison, les vêtements et accessoires ainsi que les chaussures, neufs ou de seconde main ainsi que les produits de brocante, sont très prisés par les internautes. D'autant plus que leurs prix sont adaptés à toutes les bourses. Par ailleurs, les stratégies de vente ont également évolué. Les commerçants ne se contentent plus de publier des photos sur une page Facebook, désormais ils organisent des séances de vidéo en direct pour lancer leurs produits qui attendent tout de suite des preneurs. Ce sont notamment les propriétaires de boutiques et de magasins qui font ce genre de promotion en raison de la situation qui prévaut dans le pays. Certains d'entre eux ont été victimes d'actes de pillages tandis que d'autres ne peuvent pas ouvrir leurs magasins à temps plein par mesure de précaution. « *Les transactions sont plutôt plus rapides et efficaces via le commerce en ligne* », a expliqué une vendeuse. Mais ce genre d'activité n'est pas sans risques. Une autre commerçante se plaint car elle s'est fait arnaquer par un client qui habite loin. « *Nous avons livré les produits à un client. Celui-ci a proposé de payer via mobile money faute de liquidité mais nous*

n'avons reçu aucun virement jusqu'à présent », a-t-elle témoigné.

Nouveau mode de vie. Du côté des acheteurs, la plupart d'entre eux témoignent qu'ils sont satisfaits car les articles qu'ils viennent de se procurer sont conformes et en bon état. D'ailleurs, « *on n'a plus besoin de se déplacer puisque les vendeurs en ligne assurent une livraison à domicile* », se réjouit une cliente. Le commerce en ligne devient ainsi un nouveau mode de consommation dans le quotidien de la population malgache aussi bien dans

la capitale que dans d'autres régions. Même les grands magasins et les grandes surfaces opèrent en ligne pour lancer des offres promotionnelles. Certaines plateformes numériques proposent une offre de formation pour ceux qui veulent lancer une activité de vente en ligne. « *Cela devient un business rentable tout en restant chez soi pour s'occuper de la famille et des tâches ménagères. Les charges sont réduites puisqu'il n'est pas nécessaire de louer une boutique. Il suffit d'avoir une bonne connexion Internet* », a expliqué une mère de famille.

Octroi de crédits – Une prévision de financements davantage destinés aux zones franches industrielles au troisième trimestre de 2025

14 OCTOBRE | 2424.MG

Antananarivo, 14 Octobre, 8h55 – Les banques commerciales avaient prévu de renforcer l'accompagnement financier des sociétés de la Zone franche industrielle (ZFI) au troisième trimestre de cette année.



Et ce, en leur octroyant plus de crédits pour faire face à l'augmentation des droits de douane appliqués dans le cadre des échanges avec les Etats-Unis, qui devrait avoir un impact sur les exportations malgaches à destination de ce marché. Ces établissements ont fait part de cette intention, dans le cadre de l'Enquête de conjoncture économique (ECE) auprès du secteur bancaire menée par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM).

Les projections indiquent que la part des crédits bancaires destinés aux ZFI atteindrait 5,6% du total au troisième trimestre, marquant une progression par rapport aux 4,4% enregistrés au trimestre précédent. Cette augmentation de 1,2 point de pourcentage pourrait ainsi témoigner de la volonté des institutions financières d'accompagner les entreprises exportatrices dans un contexte de turbulences commerciales.

Les activités de "commerce" et de "transport" devraient constituer les principaux secteurs financés par les banques au troisième trimestre 2025, bénéficiant respectivement de 25% et de 16,7% du total des crédits prévus être octroyés par les banques durant cette période. Il s'agit d'une orientation classique dans un contexte de recherche de liquidité à court terme et de soutien aux flux économiques domestiques.

Le financement des industries extractives était par ailleurs appelé à s'intensifier après plusieurs mois d'interruption. Ce secteur devrait bénéficier de 4,2% des crédits à octroyer durant cette période. Et la reprise du crédit aux activités minières et extractives pourrait être un indicateur de la confiance retrouvée dans des projets à plus long terme et à forte intensité capitaliste.

Crédit aux entreprises - Les banques tirent la sonnette d'alarme sur la TVA de 20 %

ITAMARA OTTON | 15 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les établissements bancaires tirent la sonnette d'alarme face à la disposition récente annoncée de 20 % sur les crédits bancaires. Dans la récente enquête de la Banque centrale réalisée auprès du secteur bancaire, les banques ont estimé que « la fiscalité constitue désormais le principal facteur limitant le développement des activités de crédit », indique la Banque centrale, qui rapporte les avis de 91,7 % des établissements de la place. « L'application de la TVA sur les intérêts des crédits bancaires pénalise les clients en difficulté de trésorerie et risque d'accroître le portefeuille à risque des banques. Selon ces dernières, il serait souhaitable de revoir les conditions d'application de cette mesure, dans l'intérêt de l'économie », formulent les

établissements bancaires interrogés par la Banky Foiben'i Madagasikara.

L'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée de 20 % appliquée aux intérêts des crédits accordés aux entreprises en est la raison de ce constat. Cette disposition, inscrite dans la loi de finances pour cette année, est jugée par certains spécialistes comme étant une mesure visant à réduire l'accès au crédit dans un contexte particulièrement difficile. Pourtant, dans les faits, en général, le rythme d'évolution des octrois de crédits bancaires repart à la hausse à partir du deuxième trimestre de chaque année. « À la fin du deuxième trimestre 2025, l'encours des créances sur l'économie a progressé de

4,7 % par rapport au solde enregistré à la fin du trimestre précédent », rapporte la Banque centrale. Il s'agit donc d'une dynamique plutôt correcte, malgré les incertitudes macroéconomiques du pays.

Comme à l'accoutumée, la Banque centrale juge le secteur bancaire et fait état de sa santé. Les financements résistent à la conjoncture. Selon les statistiques officielles,

les crédits à court terme (CT) ont représenté 50,2 % des créances sur l'économie à fin juin 2025, dont 45,2 % sous forme de « découverts ».

Les crédits à moyen et long terme (MLT) ont constitué 49,6 %, tandis que les autres concours n'ont représenté que 0,3 %.

Approvisionnement en PPN : Flux régionaux stables, malgré la tension nationale

ANTSA R. | 15 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Malgré la situation tendue et les manifestations à Madagascar, l'approvisionnement en produits de première nécessité se déroule convenablement dans plusieurs régions. Selon le MIC (ministère de l'Industrialisation et du Commerce) – qui a publié une note de la situation de la semaine dernière – les filières restent vigilantes sur la sécurité des dépôts et la stabilité des prix. À Antsirabe, dans la région Vakinankaratra, grossistes et détaillants confirment leur volonté de servir la population, à condition que leurs sites de stockage et de vente soient protégés. Une réunion conduite par les autorités locales avec la Gendarmerie, la Police, la DRIC et les opérateurs a arrêté un dispositif commun pour éviter toute rupture. Dans l'Atsimo Andrefana, la tendance demeure globalement stable. Le prix du riz et celui du sucre restent inchangés par rapport à la semaine précédente, si les prix de la farine et de l'huile affichent une légère hausse.

Les contrôleurs de la DRIC (Direction régionale de l'industrialisation et du commerce) multiplient les descentes en marché. La semaine dernière, le « kapoaka » de riz gasy s'affichait entre 750 Ar et 900 Ar à Toliara I, contre 700 à 800 Ar à Toliara II. Selon la DRIC, les stocks de PPN sont jugés suffisants. Dans la région Amoron'i Mania, la

résilience passe aussi par le capital humain. Le 8 octobre, le programme EAGER (East African Girls' Empowerment and Resilience) a été lancé avec le FID (2025–2029).



L'objectif annoncé est d'autonomiser filles et femmes via maintien scolaire, insertion professionnelle et renforcement des cadres juridiques pour l'égalité. Entre continuité d'approvisionnement, surveillance des prix et investissement social, les autorités et leurs partenaires tentent de tenir la ligne face aux à-coups du moment.

New Economy Forum : Madagascar présentera son expérience

ARH. | 15 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Madagascar figure cette année parmi les trois pays invités au New Economy Forum, un rendez-vous international organisé par le Fonds monétaire international (FMI) en marge des Assemblées annuelles conjointes avec la Banque mondiale. L'édition 2025, qui se tiendra le 17 octobre à Washington, mettra en avant le thème : « GovTech : révolutionner les finances publiques grâce à la numérisation ». Aux côtés de la Finlande et du Brésil, Madagascar a été sélectionné pour présenter son expérience dans la modernisation de l'administration publique à travers les technologies numériques. C'est la Direction générale des Douanes malgaches qui représentera le pays, reconnue comme administration pilote dans l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) au sein du secteur public africain. Le Directeur général des Douanes, le Dr. Ernest Lainkana Zafivanona, participera aux échanges pour exposer les avancées du pays dans la digitalisation du recouvrement des recettes publiques. Les efforts de Madagascar pour moderniser la gestion

financière de l'Etat grâce à l'innovation technologique, seront discutés. L'expérience nationale sera mise en avant à travers la présentation du Centre d'Excellence pour les Données et l'Intelligence Artificielle (Cedia), première structure du genre sur le continent africain. Ce centre pilote le développement de solutions d'IA visant à améliorer l'évaluation des risques, la transparence et l'efficacité des opérations douanières. Le forum servira également de plateforme d'échanges sur les réussites et les défis liés à la transformation numérique des finances publiques. Les discussions porteront sur la manière dont les pays peuvent tirer parti des technologies émergentes, comme l'intelligence artificielle, pour renforcer leurs processus budgétaires et optimiser les politiques fiscales. En étant convié à ce cercle restreint d'experts et de décideurs internationaux, Madagascar confirme sa place croissante sur la scène mondiale de l'innovation publique.

Syndicat autonome des Inspecteurs du travail : « Il est temps de restaurer la dignité de l'emploi à Madagascar »

FAHRANARISON | 15 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Face à une précarité grandissante du monde du travail et à une politique de l'emploi en berne, le Syndicat autonome des Inspecteurs du travail (Sait) monte au créneau. Lors d'une déclaration hier à Antsahavola, ses membres ont dénoncé la marginalisation persistante de leur secteur et exigé une réforme en profondeur du système.



«Le monde du travail a trop longtemps été relégué au second plan. Il est temps de lui redonner la place qu'il mérite dans les priorités nationales», a déclaré Rojomampionona Ravelomahatratra, président du syndicat.

Depuis la disparition progressive de la politique nationale de l'emploi instaurée en 2005, aucun plan concret n'a été mis en place pour garantir aux citoyens un accès stable au marché du travail. Pour les inspecteurs, cette

absence traduit un manque criant de volonté politique. Ils appellent donc au retour immédiat d'une politique de l'emploi ambitieuse, structurée et respectueuse des normes internationales.

Des inspecteurs en première ligne face aux crises Le Sait a souligné que dans un contexte économique marqué par des actes de pillage, des pertes massives d'emplois et un recours fréquent au chômage technique, les inspecteurs du travail se retrouvent au front. Ils tentent tant bien que mal de protéger les travailleurs vulnérables, tout en accompagnant les entreprises en difficulté. Mais leur action est freinée par un cadre juridique jugé insuffisant et par un manque d'indépendance. «Nous demandons depuis 2020 un statut spécial garantissant notre autonomie.

Ce texte n'a jamais vu le jour, alors que nous sommes de hauts fonctionnaires sortants de l'Ecole nationale d'administration de Madagascar (Enam), chargés de coordonner les politiques de l'emploi», martèle un inspecteur. Le Sait affirme aussi son soutien au mouvement de la Génération Z, qui réclame un changement de système et la mise en œuvre des droits fondamentaux. Premier syndicat de fonctionnaires à soutenir ouvertement cette mobilisation, il entend s'inscrire dans une dynamique de réforme transversale.

Filohan'ny Bad : 105 miliara dolara hamoronana asa ho an'ny tanora

NJAKA ANDRIANTEFIARINESY | 15 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Tonga any Washington, ny 13 oktobra teo, ny filohan'ny Banky afrikanina ho an'ny fampandrosoana (Bad), Sidi Ould Tah. Nivory niaraka tamin'ny Vaomiera fakan-kevitra, mahakasika ny asa ao amin'ny Banky iraisam-pirenena.

Nodinihina manokana ny anjara vola ho an'i Afrika entina hampiroboroboana ny asa ho an'ny tanora. Nambaran'i Sidi Ould Tah fa vonona ny Bad hampiditra ao anatin'ny fandaharanasa hanovana an'i Afrika ho fampiroboroboana ny asa sy ny tanora. «Tsy tokony ho vesatra ny tanora afrikanina. Satria hoavin'ny kaontinanta afrikanina. Tsy maintsy mampiasa vola isika, amin'ny fampifanana sy ny fampidirana anaty sehatra ara-dalàna ny fihariana toekarena madinika sy ny orinasa madinika sy ny tena madinika ary ny salantsalany (MPME)», hoy izy. Ho an'ny taona 2025, nifantoka ho an'ny fizahantany sy ny fanofanana arakasa ny Vaomieran'ny asa ao amin'ny Banky iraisam-pirenena. Manan-karena amin'ny lafiny maro i Afrika, ary tsy ampy ny fiofanana, ka izay no antony nifantohana amin'ireo sehatra roa lehibe ireo. Misehatra amin'ny fizahantany ny afrikanina iray amin'ny 20. Vehivavy sy tanora ny ankamaroan'izy ireo. Saingy mivelona amin'ny sehatra tsy ara-dalàna, ny 80% ny

mpiasa afrikanina. Tsy manana fiahiana ara-tsosialy, tsy afaka miditra amin'ny sehatra ara-bola sady tsy misy antoka ho an'ny hoaviny izy ireo. Tsy mifanentana ny rafi-panabeazana sy ny fiofanana ary ny filan'ny tsena, ka voafetra ihany ny fahazoan'ny tanora asa mahavelona sy mamokatra.

Asa 19 tapitrisa

Notsipihin'ny filohan'ny Bad fa ho hafainganina ny famorona'asa aty Afrika, amin'ny alalan'ny Paikady ho an'ny famoronana asa aty Afrika. Mitentina 105 miliara dolara ny famatsiam-bola, hamorona asa miisa 19 tapitrisa hatramin'ny faran'ny taona 2025. Nifampizarany teo anatrehan'ny Vaomiera fakan-kevitry ny Banky iraisam-pirenena, ny traikefa ataon'ny Bad, mahakasika ny fanohanana ny tanora, ny famorona'asa, ny fanaraha-maso ny kalia-taon'ny asa ary ny fampidirana ny tanora anaty tetikasan'ny Bad.

Trade expo 2025 - Indonésie - Les industriels cherchent des alliés malgré la crise

IRINA TSIMIJALY | 16 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Dans un contexte politique et économique incertain à Madagascar, la Chambre de commerce et d'industrie de Toamasina tente de maintenir le cap du développement et de la coopération.

Sous les pavillons animés de la foire, où plus de 1 600 exposants et 8 000 acheteurs venus de 130 pays se sont croisés, une petite délégation malgache a fait entendre sa voix. Sa mission : montrer que, malgré la conjoncture, l'initiative privée continue d'avancer et d'explorer des partenariats hors des circuits habituels.

Invitée par Lanang Seputro, ambassadeur d'Indonésie à Madagascar, la Chambre de commerce de Toamasina s'est rendue à Jakarta avec l'ambition de ne plus se contenter d'exporter des produits bruts.

« Notre objectif, c'est de faire évoluer le modèle. Nous voulons des accords de coopération qui profitent vraiment aux deux pays », explique Robert Kotonirina, président de la Chambre.

Lui et son équipe ont notamment échangé avec des entreprises indonésiennes du secteur du savon.

« Nous avons déjà installé une machine ODOF avec l'aide du ministère de l'Industrialisation et du Commerce à Toamasina. Les discussions ont porté sur des possibilités de collaboration pour les matières premières », précise-t-il. Cependant, la coopérative locale fait encore face à des problèmes d'électricité et attend certains équipements, un défi accentué par la situation actuelle.

« Dès que tout sera en place, la production pourra démarrer », assure Kotonirina, confiant.

Transformer pour résister

Pour Ernest Razafindraibe, directeur général de la Chambre, le séjour en Indonésie a été une véritable leçon. « Ici, rien n'est exporté brut : tout est transformé, valorisé. C'est ce qui fait leur force. »

Dans la région Est de Madagascar, les producteurs de girofle, de cannelle ou d'huiles essentielles continuent de vendre leurs produits à l'état brut. Une pratique qui, selon lui, freine le développement économique, surtout en période d'instabilité. « Si nous restons sur ce modèle, nous serons toujours en retard.



Nos produits sont excellents, souvent meilleurs que ceux d'Indonésie, mais il nous manque la transformation », souligne-t-il.

Cette mission a donc permis d'ouvrir des perspectives : coopérations industrielles, transferts de savoir-faire, création d'usines locales.

« Nos partenaires indonésiens ont montré un vrai intérêt. À nous maintenant de transformer l'essai », conclut Razafindraibe.

Dans les allées de la foire, les sourires, les échanges de cartes et les poignées de main n'étaient pas anodins : ils portaient, peut-être, les prémisses d'un nouvel élan industriel pour Madagascar, alors que le pays cherche à maintenir son attractivité malgré la tourmente.

Madagascar Airlines - Thierry de Bailleul démissionne

ITAMARA OTTON | 16 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Sous la pression du syndicat, le patron de Madagascar Airlines démissionne. Hier, dans la soirée, Thierry de Bailleul a adressé une lettre au personnel de la compagnie, affirmant qu'il a décidé de se retirer de ses fonctions au sein de la compagnie à compter d'hier. « C'est une décision réfléchie, douloureuse, mais dictée par un souci exclusif : préserver l'entreprise, ses salariés et, je l'espère en tout cas, tenter de préserver sa crédibilité auprès des partenaires dont dépend sa survie », indique le désormais ancien directeur général de Madagascar Airlines. Cette démission devra maintenant être soumise au conseil d'administration afin que celui-ci statue sur la décision à prendre. « J'ai proposé au Comité exécutif d'assurer collégialement la continuité opérationnelle dans l'attente des décisions du conseil d'administration », indique Thierry de Bailleul.

Il a néanmoins montré son inquiétude face à la situation de la compagnie. « Nous sommes dans une situation financière qui reste fragile, avec une trésorerie extrêmement tendue, et plusieurs échéances critiques de paiement interviendront dans les jours qui viennent. Les lessors et bailleurs de fonds (notamment la Banque mondiale) observent la stabilité managériale de très près. Lors de mon « faux départ » de juillet, ces partenaires avaient immédiatement réagi, certains menaçant de suspendre leurs contrats. Si la situation actuelle devait être perçue comme une crise durable de gouvernance, il est probable que le soutien international et la confiance des fournisseurs se retireraient, avec des conséquences potentiellement irréversibles », s'inquiète l'ancien DG de Madagascar Airlines.

Ultimatum

Ce mercredi, à Ivato, le syndicat des employés de Madagascar Airlines avait lancé un ultimatum au DG de la compagnie ainsi qu'aux conseillers étrangers, pour présenter leurs démissions avant le 17 octobre prochain à midi. «Passé ce délai, les directeurs adjoints et les employés de la compagnie n'exécuteront plus d'ordres de la part de ces responsables, et une direction collégiale sera mise en place pour assurer la gestion de la compagnie», indiquent les agents syndiqués de Madagascar Airlines.

Les syndicats ont déjà exprimé des inquiétudes par le passé, notamment lors de la transition vers Madagascar Airlines en 2021, concernant l'avenir de l'entreprise, la régularisation des dettes et l'état des avions. Des problèmes de gestion et financiers ont été soulevés maintes fois par ces mêmes syndicats, des soucis financiers qui menacent la pérennité de la compagnie. Depuis plusieurs mois, ces employés de la compagnie nationale avaient déjà fait part de problèmes de gestion récurrents au sein de la compagnie.

Jakarta - La qualité en étandard de l'artisanat

IRINA TSIMIJALY | 16 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Au cœur du Tradexpo Indonesia 2025, les artisans de Valkiara Surya Padakarama attirent les regards. Dans leur stand, tout respire la passion du bois, la patience du geste et l'amour du travail bien fait. Depuis plus de vingt ans, cet atelier de Jakarta transforme la matière brute en objets à la fois beaux, utiles et porteurs de sens.

« Nous voulons construire un monde plus sage et plus durable, un objet à la fois », confie l'un des artisans, le sourire marqué par la fierté du travail accompli. Ici, les traditions ne s'opposent pas à la modernité : elles s'y marient. Les finitions sont réalisées avec des matériaux

innovants, suivant les technologies les plus récentes, pour garantir la durabilité sans trahir l'esprit du bois.

Leur collection séduit par son originalité : la table basse «Ferrari Engine» (1 300 000 ariary), inspirée de l'ingénierie automobile, l'horloge de bureau et sa réplique d'arme décorative, la montre en bois unique à 70 000 ariary, et la lampe artisanale au design audacieux.

Plusieurs visiteurs malgaches ayant découvert le stand ont salué la qualité du travail, proche selon eux des techniques artisanales malgaches.

SADC : une mission d'établissement des faits attendue à Antananarivo

N.A | 16 OCTOBRE | LES NOUVELLES

La Sadc a réagi avec fermeté aux événements politiques récents à Madagascar. Dans un communiqué daté du 14 octobre 2025, l'organisation régionale se dit « gravement préoccupée » par une tentative de coup d'Etat signalée dans le pays, qu'elle considère comme une menace directe à la paix, à la stabilité et à l'ordre démocratique. Pour favoriser un retour rapide à la normalité institutionnelle, la Sadc a annoncé l'envoi d'une mission d'établissement des faits à Antananarivo. Cette mission est dirigée par Joyce Banda, ancienne présidente de la République de Malawi et membre du Panel des Sages de la Sadc. Elle est chargée d'engager un dialogue avec les autorités malgaches et les acteurs nationaux, afin d'apaiser les

tensions et d'identifier les causes profondes de la crise. Dans son message, le chef de l'Organe politique de la Sadc, Arthur Peter Mutharika, a appelé toutes les parties à « choisir la voie de la paix, de la retenue et du dialogue ». Il a exhorté les forces de sécurité à agir avec « professionnalisme et impartialité », tout en encourageant les citoyens à exprimer leurs revendications par des moyens pacifiques. La Sadc a également réaffirmé son engagement à soutenir Madagascar dans la préservation de l'ordre constitutionnel et de la gouvernance démocratique. Elle a appelé les acteurs politiques à s'unir autour des principes de démocratie, de solidarité et d'Etat de droit pour garantir la stabilité et la prospérité de la région.

Dernière minute - L'Union africaine suspend Madagascar

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 16 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une suspension avec effet immédiat. Telle est la décision de l'Union africaine (UA), à l'encontre de Madagascar, rapportent différentes agences de presse internationales. L'information a rapidement fait le tour des réseaux sociaux, hier, en fin de soirée.

La décision a été prise au cours de la 1306e session du Conseil de paix et de sécurité de l'organisation continentale, hier. Dans sa dépêche sur le sujet, l'Agence France-Presse (AFP) rapporte les propos de Mahamoud Ali

Youssouf, président de la Commission de l'UA, affirmant que « le pays est suspendu avec effet immédiat ». Dans un communiqué, lundi, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a déjà fait part du fait qu'il « réitère le principe de tolérance zéro de l'UA à l'égard des changements anticonstitutionnels de gouvernement » et « rejette catégoriquement toute tentative de changement anticonstitutionnel de gouvernement dans le pays ».

Madagascar et Indonésie - Discussion sur de nouvelles pistes commerciales

IRINA TSIMIJALY | 17 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

En pleine période de transition politique, Madagascar poursuit ses démarches de coopération internationale. À Jakarta, une délégation malgache a rencontré ses homologues indonésiens pour identifier de nouvelles opportunités d'investissement et d'échanges économiques, notamment dans les secteurs du café, du girofle et du litchi.



Cette initiative intervient dans un contexte où les partenariats économiques apparaissent comme un levier essentiel pour soutenir la stabilité et la relance.

« Jusqu'à présent, l'Indonésie n'a encore jamais exporté directement vers Madagascar », a souligné Mintardjo Halim, président du comité permanent de la région africaine de la Chambre de commerce d'Indonésie.

« Cette rencontre marque une première étape vers une coopération concrète et équilibrée entre nos deux pays. » La délégation malgache, conduite par Rabert Kotonirina, président de la Chambre de commerce de la région Est,

a mis en avant les atouts de la façade orientale du pays et les opportunités logistiques offertes par le port de Toamasina, actuellement en extension.

« Le développement de nos infrastructures est un signal fort pour les investisseurs », a-t-il déclaré, insistant sur la nécessité d'attirer de nouveaux partenaires, notamment asiatiques.

Les deux Chambres ont également échangé sur la possibilité d'instaurer des accords de commerce préférentiel (PTA) ou de libre-échange (FTA), afin de sécuriser les échanges à long terme et de préserver la confiance entre acteurs économiques, quelles que soient les évolutions politiques internes.

Des produits à fort potentiel

L'Indonésie, avec ses 280 millions d'habitants, représente un marché considérable pour les produits malgaches à forte valeur ajoutée : café, cacao, huiles essentielles, girofle, mais aussi litchi, qui a particulièrement suscité l'intérêt de la partie indonésienne.

« Nous devons identifier les produits capables de circuler entre nos marchés tout en générant une réelle valeur ajoutée », a précisé M. Halim, en soulignant la volonté de son pays de privilégier les produits transformés.

Outre le commerce, les discussions ont ouvert la voie à des investissements croisés dans les domaines des mines, de l'agriculture, de l'industrie et de la pisciculture. Les zones industrielles de Toamasina figurent parmi les sites d'intérêt évoqués pour une implantation d'entreprises indonésiennes.

ZLECAF : 300 millions d'euros de DHL pour doper les échanges

ANTSA R. | 17 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

DHL Group annonce un investissement de plus de 300 millions d'euros en Afrique subsaharienne, avec un objectif d'accélérer le commerce intra-africain dans le sillage de la ZLECAF (Zone de libre-échange continentale africaine) et de mieux connecter le continent aux marchés mondiaux. Le plan pluriannuel irrigue les trois branches du groupe – DHL Express, DHL Global Forwarding et DHL Supply Chain – afin d'étendre les infrastructures, renforcer les capacités de service et créer des opportunités dans des secteurs clés comme le e-commerce, les produits périssables, l'énergie et les sciences de la vie. « *L'Afrique est à un moment charnière* », souligne John Pearson, CEO de DHL Express, qui promet des réseaux plus denses et des délais de transit plus prévisibles pour aider PME et grands comptes à gagner en compétitivité. Pour Express, le volet opérationnel passe par la montée en puissance des liaisons, l'optimisation des capacités aériennes et l'extension de la couverture dans des villes émergentes de la ZLECAF, avec un maillage renforcé vers les axes Afrique-Europe et Afrique-Asie.

Croissance prévue

Côté Global Forwarding, l'effort cible la logistique des énergies et grands projets, la chaîne du froid pour l'agro-export et des solutions à température contrôlée pour les sciences de la vie. « *Fiabilité et visibilité prennent* », insiste Amadou Diallo, avec des outils numériques pour suivre les expéditions « *de l'expéditeur au destinataire* ». Supply Chain mise, elle, sur des capacités de transport et des solutions pour les transporteurs et la santé, incluant du thermosensible afin d'accélérer l'exécution, notamment sur le marché sud-africain. Cet engagement intervient alors que, selon le Global Connectedness Tracker de DHL, l'Afrique subsaharienne a enregistré au 1^{er} semestre 2025 une hausse annuelle de 10 % de la valeur des échanges, avec des prévisions de +4,3 % par an (2025-2029). En parallèle, DHL pousse des initiatives GoTrade, énergies renouvelables et outils douaniers numériques, pour fluidifier durablement les flux transfrontaliers.

Extension du port de Toamasina: avancement de 72 % des travaux

JEAN RIANA | 17 OCTOBRE | LES NOUVELLES

D'après la Société du port à gestion autonome de Toamasina (Spat), le Taux d'avancement des travaux d'extension du port de Toamasina, atteint 72%. Selon la Spat, une nouvelle infrastructure stratégique, est actuellement exploitée dans sa totalité à savoir le Tac Hastie. « Avec ses 10 hectares dédiés au traitement des conteneurs, ce terminal marque une étape décisive dans la modernisation et le renforcement des capacités portuaires », indique-t-on. A titre de rappel, ce projet est réalisé avec l'appui financier du gouvernement japonais,

d'un montant de 639 millions de dollars dont 65% du budget total remboursable sur 40 ans et le reste est au frais de l'Etat malgache.

Selon le rapport de la Banque mondiale, le port de Toamasina figure même parmi les 10 ports maritimes essentiels pour la sécurité alimentaire de l'Afrique subsaharienne. Cela dit, la modernisation de cette infrastructure est non seulement cruciale, mais aussi purement stratégique.

Monnaie: l'ariary poursuit sa dépréciation face aux principales devises

ARH. | 17 OCTOBRE | LES NOUVELLES

A la clôture du marché interbancaire des devises (Mid de ce 16 octobre, le dollar américain s'échange à 4.506,17 ariary et un euro valait 5.180,77 ariary, selon les cours de référence officialisés par la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM). Par rapport à la situation observée six mois plus tôt, le dollar valait 4 482,31 Ar et l'euro 5.040,30 Ar. Cette évolution, certes modérée, traduit toutefois un affaiblissement continu de l'ariary sur le marché des changes. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tendance : la hausse de la demande en devises pour les importations, la baisse des entrées de devises liées aux exportations et au tourisme, ainsi qu'un contexte économique marqué par une inflation soutenue et une croissance encore fragile.

Et cette dépréciation de la monnaie nationale, a des répercussions directes sur le pouvoir d'achat des ménages, déjà éprouvés par la hausse du coût de la vie. Les produits importés, notamment les carburants, les denrées alimentaires et les biens de consommation courante, deviennent plus onéreux. Les entreprises importatrices voient également leurs coûts augmenter, ce qui pèse sur la compétitivité locale. Dans pareille circonstance, la BFM pourrait être amenée à intervenir pour atténuer les fluctuations excessives, ainsi que de veiller à préserver les réserves en devises et ce, compte tenu du contexte économique incertain.



📍 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

📞 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

🌐 www.ccifm.mg

✉ ccifm@ccifm.mg ✉ adhesion@ccifm.mg

🌐 **f** CCI France Madagascar

🌐 **in** CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar